

avril 2012

Nous contacter à WIEGO !

Courriel :
WIEGO

79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA

Tel. : 617-496-7037
Fax : 617-496-2828

Courriel :

Karen_McCabe@hks.harvard.edu
Julia_Martin@hks.harvard.edu

Web : www.wiego.org



Femmes de MUFIS célèbrent la Journée Internationale de la Femme marché Manase en balayant pour protester contre l'abandon de la ville

Photo par MUFIS



Les femmes MUFIS balayent en approchant le tas de déchets dans le marché

Photo par MUFIS



Les femmes MUFIS nettoient le marché Manase

Photo par MUFIS



Lettre d'Information OBA de WIEGO



Women in Informal Employment
Globalizing and Organizing

Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents

SALUTATIONS, CHERS AMIS ET COLLÈGUES!

Tout d'abord, WIEGO est heureux d'annoncer que **La Red Latinoamericana de Recicladores (Red Lacre)**, **l'Union générale des syndicats de l'économie informelle du Niger (UGSEIN)** et la **Zimbabwe Chamber of Informal Economy Associations (ZCIEA)** sont de nouveaux membres institutionnels de WIEGO, et soyez la bienvenue !

Nous sommes ravis de vous présenter notre Lettre d'Information OBA de WIEGO qui se veut une mine d'information en raison de la diversité des articles soumis par vos collègues au sein des OBA. Dans ce numéro, le premier de cette année, vous apprendrez des choses intéressantes sur les travailleurs dans chacun des quatre sous-secteurs, à savoir les travailleurs à domicile, les récupérateurs, les vendeurs de rue et les travailleurs domestiques. Nous avons également reçu de MUFIS, du Malawi, un compte rendu très intéressant sur la façon dont les membres ont marqué la Journée internationale de la femme.

Nous espérons que vous trouverez cette newsletter intéressante et utile. Avant de vous inviter à lecture tous les articles qui vont suivre, nous aimerions bien prendre un moment pour vous poser quelques questions.

Ces questions, réunies dans un bref questionnaire, à remplir sur le site <http://www.surveymonkey.com/s/8Y3TIQS>, nous aideront à déterminer la meilleure approche à suivre pour augmenter la valeur de notre newsletter, en ce sens qu'elle pourrait également servir aux OBA de plateforme d'entraide et de partage de ressources.

Dans la même veine, nous voudrions vraiment y annoncer les événements à venir, **ceux de votre organisation**. Veuillez donc nous en informer par courriel et WIEGO vous aidera à les promouvoir par le truchement de Facebook et de Twitter.

UNION DU SECTEUR INFORMEL DU MALAWI (MUFIS)

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME, 8 MARS 2012

Désireuses de marquer la Journée internationale de la femme 2012, les femmes de la Malawi Union For Informal Sector [Union du secteur informel du Malawi ; MUFIS] ont organisé une campagne de « balayage » du Marché Manase à Blantyre, qui a été négligé pendant longtemps par la municipalité, suivie d'une réunion avec les gens.

De cette négligence, les femmes travailleuses en souffrent le plus. Le marché manque de nombreuses nécessités, notamment les toilettes et l'eau courante. De plus, parce que la municipalité n'a pas évacué les ordures, les vendeuses se trouvent obligées de mettre leurs marchandises par terre, non loin du tas d'ordures.

Or, vu le thème de cette année, à savoir inspirer la nation à respecter les droits des femmes au

travail, tout comme dans la société, l'économie et le développement, les femmes de la MUFIS ont estimé qu'il était important de démontrer que les femmes doivent pouvoir faire le commerce dans un environnement salubre propice au travail.

Après le balayage, les femmes de la MUFIS ont dirigé une réunion au cours de laquelle certaines ont prononcé de brefs discours. Une vendeuse a exprimé sa déception à l'abandon odieux par la municipalité des installations sanitaires du marché et des besoins des travailleurs. A l'issue de la réunion, la présidente des femmes a remercié tous ceux et celles qui ont participé à des événements et a encouragé tout le monde à faire cause commune dans toutes les activités de la MUFIS.

Au travers de la Journée internationale de la femme, marquée avec éclat, la MUFIS veut faire savoir que, même si elles ne se voient pas souvent accordées par leurs compatriotes le respect qu'elles méritent, il est indéniable qu'elles — *les femmes* — contribuent grandement au développement du Malawi.



Conférence des Récupérateurs
Photo par Lucia Fernandez



Table d'honneur de panélistes comprenait
des dirigeants de récupérateurs, Ministre
de l'environnement, et les partisans
Photo par Lucia Fernandez



Récupérateurs signent le premier proto-
col d'entente avec la municipalité
Photo par Lucia Fernandez



RedLacre reçoit les "Clés de Mana-
gua" du Maire
Photo par Lucia Fernandez



Les Récupératrices prennent le contrôle
de l'assemblée pour discuter de questions
de genre

(Crédit photographique inconnue)

EN VEDETTE

RECUPERATEURS: CONFÉRENCE DES RÉCUPÉRATEURS DU NICARAGUA

Pour la première fois, 160 récupérateurs venus de 17 pays se sont réunis ce février au Nicaragua pour une conférence très réussie, centrée sur les questions et les stratégies clés pour la région et en trois volets principaux : intégration dans l'OBA régionale, La Red Latinoamericana de Recicladores (RedLacre), problèmes rencontrés dans les pays respectifs et moyens de renforcer les organisations. La conférence a réuni Avina, RedLacre, GAIA, StreetNet, le Fonds multilatéral d'investissement de la BID, IIED et WIEGO. Des récupérateurs provenant de six nouveaux pays y ont également assisté suite à la cartographie centro-américaine menée et coordonnée par l'ARB (Asociación de Recicladores de Bogotá ; l'Association de Récupérateurs du Bogota), le Secrétariat international de RedLacre, avec le soutien d'Avina, de StreetNet et de WIEGO. Cette conférence est le tout premier événement en Amérique latine auxquels ont participé les membres et le personnel de StreetNet. Ce fut aussi la première fois que le composant genre a été pris en considération par le Réseau latino-américain des récupérateurs.

Lors du **Congrès centro-américain**, les récupérateurs membres de RedLacre ont reçu du maire les « clés de Managua » et la jeune coopérative des récupératrices de Bluefields (soutenue par le MIT) ont signé un protocole d'entente avec leur municipalité. L'**assemblée RedLacre** qui a suivi a donné une nouvelle structure composée de quatre comités et trois secrétariats :

Secrétariats:

1. Affaires internationales (Uruguay)
2. Communications (République dominicaine)
3. Gestion (Nicaragua)

Comités:

1. Comité mondial (Brésil, Colombie, Chile)
2. Changement climatique et protection des moyens de subsistance (Brésil, Colombie, Bolivie, Chile)
3. Comité pour l'intégration des sexes et l'inclusion sociale (Brésil, Colombie, Guatemala, Paraguay)
4. Comité de gestion (Brésil, Bolivie, Pérou)

L'un des moments les plus marquants au cours de l'assemblée —et dans l'histoire du Réseau— s'est produit lorsque les récupératrices ont pris le contrôle d'une séance pour discuter des questions de genre (ayant trait à l'égalité des sexes) auxquels elles sont confrontées au travail et à la maison. Beaucoup de leurs homologues masculins avaient les larmes aux yeux en les écoutant parler de leur lutte.

Une **réunion de coordination des alliés** entre RedLacre, Avina, Streetnet, GAIA et WIEGO, a clôturé la conférence. Pour en savoir plus sur RedLacre, visitez le site

<http://www.redrecicladores.net>



*Nouvelle IDWN coordonnatrice internationale Elizabeth Tang
Photo par Sofia Trevino*



*"12 pour 12" Campagne en Corée du Sud
Photo © ITUC*



*"12 pour 12" Campagne en Colombie
Photo © ITUC*



*Réunion avec le Réseau des femmes arabes soutenant la Campagne "12 pour 12"
Photo © ITUC*



*Lancement du Réseau des travailleuses domestique des Caraïbes
Photo par ONU spécialiste des communications*

EN VEDETTE

TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES : RÉSEAU INTERNATIONAL DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES (IDWN) ET PRÉSENTATION DU RÉSEAU DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES DES CARAÏBES (CDWN)

Après l'adoption de la Convention de l'OIT pour la protection des travailleurs domestiques (C189), l'IDWN est entrée dans une nouvelle phase sous la direction de la nouvelle coordonnatrice internationale, Elizabeth Tang.

Son Comité directeur s'est réuni à Accra, au Ghana, du 9 au 11 décembre 2011, et convenu d'un plan d'action de trois ans, dont les principaux volets sont une campagne de ratification et la formalisation des structures de l'IDWN.

En plus des pays cible de la campagne «12 pour 12» de la CSI (c'est-à-dire 12 ratifications en 2012), l'IDWN agira aussi dans d'autres pays qui ont appuyé l'adoption de la Convention de l'OIT et où il existe des organisations de travailleuses domestiques.

En ce qui concerne la formalisation des structures, il existe un large consensus qui voudra que l'IDWN devienne une OBA fondée sur des principes démocratiques. Un formulaire et les critères d'adhésion seront examinés en profondeur afin que les organisations de travailleuses domestiques puissent être bientôt invitées à devenir membres de l'IDWN. De plus, il faudra renforcer les organisations de travailleuses domestiques dans toutes les régions.

Le besoin de formation se fait également sentir dans plusieurs domaines, soit le droit du travail, la formation syndicale de base et la formation en leadership et le développement.

Le soutien appuyé de la Convention de l'OIT et pour la protection des travailleuses domestiques, par WIEGO et l'UITA, est apprécié et salué.

Le Réseau des travailleuses domestique des Caraïbes (CDWN), une autre nouveauté pour les travailleuses domestiques, a vu le jour lors d'une réunion à la Barbade des travailleuses domestiques de la région. De fait, le réseau CDWN est le fruit du travail fait par le National Union of Domestic Employees [Syndicat national des employés de maison ; NUDE] à Trinité-et-Tobago et la Jamaica Household Workers Association [Association des travailleurs domestiques de la Jamaïque ; JHWA]. Shirley Pryce est présidente de la JHWA. Ida LeBlanc, secrétaire général du NUDE, est maintenant coordonnatrice régionale de l'IDWN pour les Caraïbes. Le lancement du réseau régional pour les Caraïbes est très prometteur et représente l'aboutissement du travail assidu de nombreux membres. Pour en savoir plus sur le lancement, veuillez lire le communiqué de presse (en anglais) sur le site http://www.jamaicaobserver.com/magazines/allwoman/Caribbean-domestic-workers--network-launched_10194896

Pour en savoir plus sur la campagne «12 pour 12», veuillez lire : www.ituc-csi.org/domestic-workers-campaign-12-by-12.html

Pour en savoir plus sur l'IDWN, veuillez lire : <http://www.idwn.info/>





Teak Sin Khang bidonville du vil-
lage dans la saison des pluies
Photo par AAC



Bijoux (ci-dessus) et sacs à main (ci-
dessous) produites par association
des artisanes d'Angkor fabricantes
de pièces en soie khmère
Photo par AAC



Membres de l'Association et leurs enfants
dans une formation en leadership
Photo par AAC



Membres de l'Association dans une
formation de développement de produits
Photo par AAC

EN VEDETTE

TRAVAILLEUSES À DOMICILE : ASSOCIATION DES ARTISANES D'ANGKOR FABRICANTES DE PIÈCES EN SOIE KHMÈRE

Sapna Joshi de HomeNet Asie du Sud nous a envoyé trois études de cas édifians à propos des OBA de travailleurs à domicile et réalisées dans le cadre du **projet de planification urbaine inclusive (IUP)**, qui fait partie du projet Villes inclusives. L'une de ces études, conçue et dirigée par l'inspirante Keo Sinith, porte sur l'Angkor Khmer Silk Women Light Handicraft Association (association des artisanes d'Angkor fabricantes de pièces en soie khmère). Malgré de nombreux obstacles, notamment la perte de son mari, la séropositivité, la lutte contre la discrimination et la pauvreté, cette femme a non seulement changé le cours de sa vie, mais a aussi amené d'autres femmes dans sa communauté, pauvres et séropositives, à vivre et à travailler dans la dignité.

Keo Sinith a fondé l'Association dans la province de Siem Reap, au Cambodge, en mai 2010. Elle a commencé par mobiliser des membres du groupe en mettant à profit ses connaissances, elles aussi travailleuses à domicile, surtout les femmes séropositives. Elle a facilité la provision d'espaces communs, tels que les marchés de nuit et le temple d'Angkor-Vat, où les artisanes peuvent vendre leurs produits collectivement. En outre, elle a aidé à mettre en place un système de gestion.

Aujourd'hui, l'Association offre de nombreux programmes : régimes d'épargne collectifs, éducation, agriculture, alimentation, créations artisanales, entre autres. Au chapitre d'artisanat, les membres fabriquent à partir de matériaux recyclés divers types de produits qui sont vendus à des intermédiaires au « marchés de nuit ».

Pour atteindre ses objectifs, l'Association a suivi diverses approches dont celles-ci :

- Donner des séances de formation en techniques artisanales et leadership
- Créer et renforcer des relations commerciales pour augmenter la vente des produits
- Offrir des programmes scolaires et mobiliser des fonds à l'appui des enfants des membres
- Se faire approvisionner en aide alimentaire et eau potable pour les membres
- S'assurer des secours (nourriture et médicaments) suite à des inondations
- S'assurer de la protection juridique et du soutien moral auprès des autorités de la province de Siem Reap
- Organiser un régime d'épargne collectif
- Rencontrer le gouverneur local au nom du groupe
- Tirer parti de la capacité d'accès collectif au crédit auprès de la municipalité de Siem Reap et du programme dit Urban Poor Development Fund (fonds de développement à l'intention des pauvres en milieu urbain)
- Encourager les membres à augmenter leur participation sociale

L'un des plus grands défis que l'Association avait à relever consistait à acquérir l'assistance technique nécessaire pour développer ses compétences et pénétrer ainsi le marché. De fait, faute de clients, limités surtout à des rares visiteurs, un marché plutôt restreint, de nombreux membres de l'Association se sont tournés vers la récupération pour suppléer à leur revenu. L'Association a fait appel à l'aide dans le cadre de la planification urbaine inclusive, volet du projet Villes inclusives. Cet appel donné lieu à une réunion centrée sur la promotion du programme, la formation en leadership et l'évaluation des besoins. Preuve de l'impact immédiat de la formation, un client a doublé sa commande : « Nous avons, dit Sinith, fait des pas en avant parce que, après la formation, nous avons reçu une commande qui [était] au départ de 200 pièces mais qui est maintenant de 400 pièces. » (Mme. Keo Sinith)

Étant organisée, l'Association est aussi maintenant membre de **l'Artisan's Association of Cambodia [Association des artisans du Cambodge ; AAC]**, qui offre à ses membres des services de vente coopératifs, y compris la vente de produits en leur nom et la tenue d'une grande foire commerciale, vitrine des produits de producteurs, qui attire acheteurs et touristes chaque année. Les ateliers et des possibilités de formation font partie de la valeur ajoutée que procure la foire aux producteurs.

Pour tout complément d'information sur **l'AAC**, visitez le site <http://www.aac.org.kh/>

Pour en savoir plus sur le projet **IUP**, rendez-vous sur http://www.homenetseasia.org/new_iup.html



*Vendeurs de Rue, Zambia
Photo © Sustainable Sanitation*



*Lancement du Réseau des travailleuses domestique des Caraïbes
Photo par ONU spécialiste des communications;
voir page 3 pour plus d'informations*

ÉVÉNEMENT

ATELIER SUR LA CARTOGRAPHIE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DES TRAVAILLEURS À DOMICILE

HomeNet Asie du Sud, HomeNet Pakistan et WIEGO organiseront cet atelier en avril 2012, à Lahore, au Pakistan. Pour en savoir plus et lire l'annonce à ce sujet, rendez-vous sur <http://www.homenetsouthasia.net/>



Félicitations à Arbind Singh, coordonnateur national de l'Association nationale des vendeurs de rue de l'Inde (NASVI) pour gagner le prix Entrepreneurial social de la Fondation Skoll!

Photo par NASVI

EN VEDETTE

VENDEURS DE RUE : NOUVELLE ALLIANCE EN ZAMBIE

Les vendeurs de rue de plusieurs villes à travers la Zambie se mobilisent au sein d'une alliance pour faire changer le contexte politique instable qui est le leur depuis plusieurs mois. Devant l'ultimatum des municipalités de Ndola, de Chipata, de Kabwe et ailleurs, lancé en novembre en affirmant que le commerce de rue est illégal et que les vendeurs de rue doivent quitter les lieux, ces derniers se sont vus tendre la perche par le président, Michael Sata, lorsqu'il a ordonné à toutes les municipalités d'arrêter le harcèlement des vendeurs et de privilégier leurs fonctions essentielles. Cette directive présidentielle a permis aux vendeurs de continuer à faire leur commerce, au moins pour le moment.

Le conflit qui opposait en novembre les municipalités et les vendeurs de rue était particulièrement sensible à Ndola, où les vendeurs de rue ont mené de véritables combats avec la police nationale et locale qui, selon les médias, tentaient de les empêcher de travailler au centre-ville. Pour disperser les vendeurs, selon le *Times de Lusaka*, la police a utilisé du gaz lacrymogène et des balles réelles, incitant le Ministre des administrations locales à ordonner à la police d'agir avec plus de soin et aux municipalités de former des groupes de travail pour gérer le commerce de rue.

Lors d'une séance parlementaire le 23 décembre 2011, le vice-président a déclaré que l'intention du gouvernement est de faire en sorte que le commerce de rue se fasse dans les zones désignées à cette fin et que, même s'il n'était pas encore arrivé à une solution permanente, le gouvernement avait pas l'intention d'user de la force ni à de cruauté inutile envers les vendeurs. Quoi qu'il en soit, les vendeurs de rue craignent de voir produire un revirement étant donné le flottement ou l'incertitude qui règne actuellement dans le secteur.

Les organisations de vendeurs de rue dans divers endroits de continuent de surveiller la situation. A Kitwe, la Kitwe Street Vendors Association [Association des vendeurs de rue de la rue Kitwe] s'est engagée à collaborer avec la municipalité pour s'assurer que les lieux de vente sont tenus propres. Dans le même temps, le Watch Your Life Movement (Mouvement pour la vie) à Ndola, une affiliée d'AZIEA, participe à l'effort de former une alliance nationale et de défendre les intérêts des vendeurs de rue handicapés à l'instar de KENASVIT qui a réussi à faire entrer la question dans les préoccupations courantes au Kenya.

L'Alliance a presque terminé la rédaction de sa constitution et cherche actuellement des ressources pour tenir une assemblée nationale en vue de l'adopter et d'aborder d'autres questions pertinentes. À terme, elle aimerait rassembler les dirigeants des vendeurs de rue de toutes les neuf provinces de la Zambie.

NATIONAL ASSOCIATION OF STREET VENDORS OF INDIA (NASVI)

En reconnaissance de son travail de militant en faveur du secteur informel, Arbind Singh s'est vu décerné en mars 2012 le prix Entrepreneurial social de la Fondation Skoll. WIEGO lui adresse encore une fois mille félicitations pour ce prix bien mérité ! NASVI a très bien réussi à étendre sa présence dans les médias sociaux comme l'attestent les liens Web suivants :

Twitter: <https://twitter.com/#!/nasviindia>

Facebook: <http://www.facebook.com/Nasviindia>

Google Plus: <https://plus.google.com/102075639496180058623/posts>

Friend feed: <http://friendfeed.com/nasviindia>

Picasa Photo album: <https://plus.google.com/photos/102075639496180058623/albums>

Youtube: <http://www.youtube.com/user/Nasviindia/>

Digg: <http://digg.com/nasviindia>

Reddit: <http://www.reddit.com/user/Nasviindia/>

Delicious: <http://www.delicious.com/nasviindia>

Stumble: <http://www.stumbleupon.com/stumbler/nasviindia>

Blog: <http://nasviindia.wordpress.com/>

Web: <http://www.nasvinet.org> et <http://nasvi.in/fka/>